

## **Audio situation sanitaire – 11 avril 2022 nos questions, nos remarques**

### **Situation du collègue dans le Lot**

Les motions de soutien des agent-es CCRF à leur collègue isolé se sont multipliées et continuent encore de tourner dans les services.

Quelles solutions en attendant le mois de septembre ?

Pour **solidaires**, notre collègue ne doit pas être laissé seul, et par ailleurs les objectifs du département (et de fait les siens) doivent être purement et simplement abandonnés. Il n'est pas question de mettre la pression sur un collègue dans une telle situation.

Par ailleurs, pour **solidaires** les conventions de mutualisation et l'interdépartementalité ne sont pas des solutions pérennes, car comment des directions elles-mêmes en sous-effectif peuvent-elles contrôler des territoires de plus en plus éloignés ?

### **Alertes alimentaires**

Les délais entre la connaissance des problèmes et le lancement des campagnes de retrait rappel ont été longs et ont d'ailleurs interpellé la presse. Par contre une fois ce lancement effectué les collègues ont dû sortir en catastrophe ! Pourquoi un tel décalage ?

Concernant les chocolats Kinder, le bureau 1C a demandé le 5 avril aux DDPP de procéder aux contrôles des points de vente dès le 6 avril. Les collègues ont dû partir en urgence avec des listes de références et de lots qui se sont avérées insuffisantes ou erronées dès l'après-midi.

Pourtant il a été rapidement signalé à l'UA que les lots et les références concernés n'étaient pas satisfaisants et que Ferrero donnait, visiblement, des informations discordantes aux différents acteurs (administration ou centrales d'achats par exemple).

Par conséquent les contrôles effectués le premier jour ont pu être totalement contre-productifs puisque certains lots ont été considérés comme pouvant être mis en vente, puis retirés.

Pour **solidaires**, on retrouve là les mêmes errements que ceux qui avaient été constatés lors des affaires Lactalis ou Greenyard, les collègues étant envoyés sur le terrain alors même que les informations de traçabilité ne sont absolument pas stabilisées... Pour faire de la communication !

De plus, **solidaires**, rappelle son opposition aux objectifs chiffrés préétablis par la DG... Il est inconcevable que la multiplication des alertes et contrôles tous azimuts aille de pair avec un maintien du PNE en l'état ! Il est impossible d'arrêter tous les autres dossiers pour se consacrer exclusivement à la gestion d'une alerte aussi importante et complexe que celle de Ferrero. Les suites des contrôles commencés doivent être gérées, les directions maintiennent une pression importante sur le respect de la programmation (prélèvements, CPMM,...) et sur le respect des délais d'envoi des rapports de CPMM et des réponses.

## **Contrôle de carburant**

**solidaires** a dénoncé la TN 21OD2 - contrôle de la mise en œuvre du dispositif d'aide exceptionnelle de 15 cts €/L de carburant - Lien dispositif et charte site Internet du MTE. Deux points principaux :

- En pleine période électorale, les personnels de la DGCCRF se trouvent pris dans une pure opération de coup de com' gouvernemental... Alors que les gouvernements successifs de ce dernier quinquennat ont continué de soumettre aux baisses importantes d'effectifs et aux ravages de l'interministérialité.
- Sur les contrôles eux-mêmes, les collègues ont été envoyé·es mener des enquêtes sur la base d'un « engagement » des représentant·es des enseignes nationales, alors que beaucoup de problèmes de méthodologie n'étaient pas cadrés : une remise de 15 cts €, mais par rapport à quel prix de référence ? À quelle date ? Que faire en cas d'opération « prix coûtant » ? Comment prend-on en compte les remises sous forme de bons d'achat pratiqués par certaines enseignes ? De fait, seul l'affichage pouvait être contrôlé...

## **SESAM**

**solidaires** a écrit à la Directrice Générale le 8 avril pour demander à la DG de surseoir au lancement de SESAM, afin d'éviter toute situation chaotique mardi prochain.

Ce report permettrait de prendre en compte les conditions de travail compliquées des collègues dans la situation actuelle, entre alertes et sollicitations diverses en période de début des congés scolaire.

Les formations ont été faites il y a longtemps pour certains et certaines et dans le contexte, il n'y a pas le temps de se remettre à regarder dans les tutoriels. Les formations en présentiel demandées n'ont pas ou très peu été mises en place. Il est demandé de saisir très rapidement les contrôles réalisés pour faire remonter des chiffres. Est-ce que tous les postes des agent·es CCRF en DDI ont migré vers Noémie ?

Quelle réponse à cette demande, à quelques heures du lancement ? Les conséquences d'éventuels problèmes seraient dévastatrices pour l'image de la DGCCRF dans les services. Il n'y aura peut-être pas de moment idéal pour déployer SESAM, mais la période actuelle est certainement une des pires.

## **Sollicitation des Préfet·es**

Comme nous en avons informé la Direction Générale, des membres du corps préfectoral font appel notamment aux agent·es de la CCRF pour recompter les bulletins de vote des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tour de l'élection présidentielle. Il en sera de même d'ailleurs pour les 2 tours des législatives

Si certaines directions locales ont pris leurs responsabilités, d'autres n'ont pas voulu s'opposer aux demandes. Des collègues, qui sont depuis 2 semaines sur les différentes alertes, y compris le soir et les week-end, doivent en plus aller faire ces recomptages.

C'est d'ailleurs la même chose pour nos collègues DSV avec grippe aviaire et alerte fromages et pour celles et ceux de la Cohésion Sociale qui doivent s'occuper des réfugié·es Ukrainiens.

Pour **solidaires**, il est urgent que vous interveniez pour que cessent ces sollicitations nettement non prioritaires au moment où les agent·es CCRF sont surchargés de demandes d'interventions et de compte-rendus.